



THE UNIVERSITY *of* EDINBURGH

Edinburgh Research Explorer

La révolution syrienne : morphologie d'une militarisation

Citation for published version:

Pierret, T 2012, 'La révolution syrienne : morphologie d'une militarisation', p. 75-82, Les Cahiers de l'Orient, 107.

Link:

[Link to publication record in Edinburgh Research Explorer](#)

Document Version:

Author final version (often known as postprint)

Published In:

Les Cahiers de l'Orient

Publisher Rights Statement:

© Pierret, T. (2012). La révolution syrienne : morphologie d'une militarisation. Les Cahiers de l'Orient 107 (pp. 75-82).

General rights

Copyright for the publications made accessible via the Edinburgh Research Explorer is retained by the author(s) and / or other copyright owners and it is a condition of accessing these publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

Take down policy

The University of Edinburgh has made every reasonable effort to ensure that Edinburgh Research Explorer content complies with UK legislation. If you believe that the public display of this file breaches copyright please contact openaccess@ed.ac.uk providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.



La révolution syrienne : morphologie d'une militarisation

Thomas Pierret

Lecturer in Contemporary Islam

Université d'Édimbourg

À l'heure où nous écrivons ces lignes (février 2012), le soulèvement syrien entre dans son douzième mois dans un contexte de blocage total de la situation. En dépit du recours à l'armée, envoyée mater la contestation dans huit des quatorze gouvernorats du pays (Der'a, Lattaquié, Damas-campagne, Homs, Hama, Idlib, Deir ez-Zor et depuis peu les campagnes d'Alep), le régime n'est pas parvenu à rétablir le calme. En face, le soulèvement s'est profondément ancré dans certaines régions mais, depuis l'été 2011, peine à s'étendre sur le plan géographique et, surtout, à conquérir les quartiers centraux de Damas et Alep. Cet équilibre meurtrier est renforcé par la division des acteurs internationaux, partagés entre soutiens actifs du régime (Iran, Liban, Irak, Russie) et adversaires plus bruyants que déterminés (Qatar, Arabie Saoudite, Turquie, USA, européens). Dans ces circonstances, l'un des rares facteurs potentiels de basculement est la militarisation rampante du soulèvement. En effet, bien que le rapport de force demeure très favorable aux insurgés, cette militarisation pourrait être fatale au régime.

Les centres de gravité de la crise

Au risque de paraître simpliste, il n'est pas inutile de rappeler ici que la résistance démontrée jusqu'à présent par le régime face à la contestation n'a pas fondamentalement d'autre cause que le caractère confessionnel, c'est-à-dire alaouite, de ses forces armées. Aucune donnée fiable n'est évidemment disponible mais on entend fréquemment dire en Syrie que les alaouites, qui représentent environ 10% de la population, constitueraient au minimum 20% de l'ensemble de la troupe et jusqu'à 80% du corps des officiers.¹ Au sein des unités d'élite, cette proportion irait d'une nette majorité (4^e division blindée) à la totalité de l'effectif (Garde Républicaine). Il faut ajouter à cela les services de renseignements et les milices supplétives (*chabbiha*), au sein desquels la proportion d'alaouites varie en fonction des régions : très élevée là où les alaouites ont une présence démographique significative (côte, Damas, centre), elle l'est nettement moins dans le Nord et l'Est du pays, où sont recrutés de préférence des membres de clans bédouins loyalistes et des Kurdes, en particulier proches du PDY (branche syrienne du PKK).

¹ Ce dernier chiffre est donnée par le chercheur américain Joshua Landis, dont il n'est pas sans intérêt de préciser qu'il est lié par mariage à une famille de militaires alaouites (« The Syrian Uprising of 2011: Why the Asad Regime is Likely To Survive to 2013 », www.mepec.org, 23 February 2012).

Nous n'affirmons pas ici que tous les syriens non-alaouites ne s'opposant pas actuellement au régime se comporteraient ainsi parce qu'ils auraient un pistolet sur la tempe. Il s'agit plutôt d'insister sur le fait qu'à l'exception peut-être d'une bonne partie des minorités religieuses, loyalistes et indécis ne se positionnent pas ainsi en raison d'une préférence pour Assad mais en raison des implications potentielles de l'existence du glacis confessionnel protégeant le régime.

L'implication la plus évidente de l'existence d'un tel glacis est d'accroître considérablement le risque de l'engagement protestataire en comparaison avec les cas de figure où l'armée a refusé d'épauler la police dans la répression. Si le nombre de manifestants est proportionnellement moindre en Syrie qu'en Tunisie et en Égypte, ce n'est pas parce que le régime y serait plus populaire mais parce que les risques engendrés par la mobilisation sont tels que seuls les opposants les plus déterminés se résolvent à les affronter.

La présence d'une garde prétorienne alaouite pèse également sur les calculs des hauts fonctionnaires, dont l'opposition syrienne attend désespérément les défections. Si certains de ces hauts fonctionnaires souhaitent sincèrement la survie d'un régime qui leur a permis de s'enrichir par la corruption, d'autres ne demeurent « loyaux » que parce qu'ils savent que le pouvoir a les moyens de survivre encore de longs mois et, le cas échéant, d'exercer des représailles contre les proches des « traîtres » éventuels.

Un autre type de « loyauté négative » est celui des classes moyennes et supérieures de Damas et Alep, qui ont manifesté moins d'enthousiasme vis-à-vis du soulèvement que les autres catégories sociales et régions du pays. Cette relative passivité ne résulte pas nécessairement de quelque sympathie à l'égard du régime mais, bien souvent, de la conviction que, eu égard à la capacité de résistance de ce dernier, son renversement ne peut s'opérer que par une confrontation militaire, avec le risque d'« irakisation » associé à un tel scénario. C'est là une aventure que les classes sociales concernées n'ont pas vraiment de raison de tenter eu égard au fait qu'elles ont bénéficié de la libéralisation économique des dix dernières années. Cela n'empêche toutefois pas que si un processus électoral leur offrait l'assurance d'une transition pacifique, elles ne voteraient pas pour Assad mais, étant dans l'ensemble très pieuse, pour des partis conservateurs et islamistes.

De cela, il résulte que l'identification des centres de gravité géographiques et sociologiques du soulèvement ne distingue pas les secteurs sociaux hostiles au régime de ceux qui lui seraient favorables : elle met plutôt en évidence les groupes suffisamment hostiles à ce régime pour être prêts à payer son renversement de leur sang.

La révolution syrienne est, d'abord, celle des laissés pour compte du tournant économique libéral des années 2000, lequel a surtout profité aux secteurs privés des métropoles de Damas et Alep. Campagnes, bourgades provinciales et quartiers pauvres des grandes villes sont donc aux avant-plans du mouvement. Le cas du gouvernorat de Der'a, premier foyer de la révolte, est extrêmement révélateur de ce point de vue. Loin de constituer une périphérie traditionnellement rétive au pouvoir

du Ba'th, la plaine du Hauran était au contraire au cœur du système : ayant bénéficié de la réforme agraire, les paysans de la région ont rejoint le Ba'th en grand nombre dans les années 1960, avant que le gouvernorat fournisse au régime bon nombre de ses hauts responsables sunnites, dont le plus célèbre est l'actuel vice-président Faruq al-Charah. L'actuel soulèvement du Hauran ne témoigne donc pas d'une continuité historique mais bien d'un véritable retournement, illustré notamment par les démissions massives enregistrées au sein de la branche locale du parti durant le printemps 2011.

On notera ici que parmi les principaux foyers révolutionnaires figurent aussi les régions d'origine des deux autres figures politiques sunnites les plus importantes de l'ère Assad père, en l'occurrence Mustafa Tlass, ministre de la Défense de 1973 à 2003 (originaire de Rastan, près de Homs), et 'Abd al-Halim Khaddam, vice-président de 1984 à 2005 (Banyas, sur la côte). Dans ce dernier cas vient s'ajouter, au facteur socio-économiques, celui des relations interconfessionnelles, Banyas étant, comme d'autres centres majeurs de contestation (Lattaquié, Jable, Homs, Tel Kalakh, Jisr al-Shughur), une ville historiquement sunnite bordant la zone de peuplement alaouite, c'est-à-dire les montagnes de la côte. La dégradation des relations interconfessionnelles est fondamentalement liée à l'abandon graduel du modèle socialiste, dont le corollaire fut l'affaiblissement du parti, instrument de mobilisation transcommunautaire, et la place sans cesse croissante des services de renseignements (massivement alaouites) dans la vie quotidienne des Syriens.

Il faut ajouter enfin, parmi les facteurs de la contestation, celui des vieux contentieux. Ils sont particulièrement nombreux dans la ville de Hama, « capitale » de la révolution jusqu'à son occupation par l'armée en août 2011. Suite à l'insurrection islamiste de 1982, les forces d'al-Assad avaient rasé les quartiers anciens de la cité et massacré des milliers de leurs habitants. La soif de vengeance qui imprègne Hama n'est de toute évidence pas étrangère à l'alliance contestataire qui s'est opérée entre la population citadine et celle de la périphérie rurale de la ville.

La militarisation du soulèvement : quelles perspectives ?

C'est fin juillet 2011 que des officiers de l'armée syrienne réfugiés en Turquie, avec à leur tête le colonel Ryad al-As'ad, annoncent la création de l'Armée Syrienne Libre (ASL). Celle-ci est supposée regrouper les « brigades » (*kata'ib*) composées de déserteurs et de civils volontaires qui se sont constituées dans les différentes régions du pays. Si le commandement de l'ASL exerce en réalité un contrôle très virtuel sur ces groupes armés locaux et extrêmement autonomes, il joue en revanche un rôle de représentation diplomatique et médiatique de la branche armée de l'opposition syrienne.

Bien que l'ASL ait infligé des pertes sévères aux forces régulières, en ce compris leurs régiments blindés (batailles de Baba Amr à Homs en novembre 2011 et de Zabadani en janvier 2012), la partie semble bien inégale. Sur le plan du nombre d'abord, début 2012, les effectifs de la rébellion étaient évalués au maximum à une vingtaine de milliers d'hommes, face à une armée quinze fois plus nombreuse. Par

ailleurs, la hiérarchie supérieure de ladite armée ne présente pas, pour l'heure, de signes majeurs de désagrégation puisqu'en février 2012, trois généraux seulement avaient fait défection. Enfin, la rébellion est extrêmement dépourvue en termes d'armes et de munitions : contrairement à une idée répandue, elle n'a, durant la première année du soulèvement, bénéficié d'aucun soutien étatique extérieur et a dû se fournir à prix d'or chez les contrebandiers des pays voisins.² C'est seulement en février 2012, lors de la conférence des « Amis de la Syrie » organisée à Tunis, que l'Arabie Saoudite s'est formellement prononcée en faveur de l'armement de l'opposition syrienne sans toutefois convaincre l'administration américaine, qui continue de rejeter cette idée.³

Les faiblesses criantes de l'ASL ne doivent toutefois pas occulter celles, tout aussi profondes, des forces loyalistes, mal préparées à affronter un défi de ce type. Dans sa forme actuelle, l'armée syrienne a d'abord été conçue pour des conflits courts de forte intensité tels que l'attaque surprise de la guerre d'octobre 1973 (Yom Kippour). Requérant mobilité et grande puissance de feu, cette approche a notamment eu pour conséquence un suréquipement en blindés. Parallèlement, l'armée syrienne s'est préparée à repousser des offensives du même type en développant ses capacités antichars, avec un certain succès lors de l'avancée des unités israéliennes dans la vallée libanaise de la Beqaa en 1982. Entre-temps, elle s'est découverte une vocation pour le siège des villes rebelles au moyen de l'artillerie lourde : Beyrouth-Est en 1978, Hama en 1982, Tripoli en 1984, et bien sûr, tout récemment, Homs.

En 2011, les unités blindées syriennes se sont montrées capable de reprendre, à chaque fois en l'espace de quelques jours, les villes insurgées de Der'a, Banyas, Hama ou encore Deir ez-Zor. C'était là une tâche aisée puisque ces cités n'offraient aucune résistance armée digne de ce nom. En revanche, les choses se sont montrées considérablement plus difficiles lorsque les localités concernées étaient défendues par des brigades de l'ASL : durant l'automne 2011, le régime a mis plusieurs semaines avant de reprendre le contrôle de Rastan, près de Homs et, à l'heure où nous écrivons, il n'a toujours pas réussi à reconquérir le quartier de Baba Amr à Homs en dépit de près d'un mois de pilonnage intensif.

D'un point de vue strictement militaire, le pouvoir aurait très bien pu rayer de la carte ces foyers de résistance par des bombardements aériens. Cependant, à l'heure de Youtube, des images de bombardements massifs se retrouveraient immédiatement sur les télévisions du monde entier, donnant ainsi des arguments aux partisans de l'instauration d'une zone d'interdiction aérienne par les pays occidentaux et cela dans un contexte où le soutien russe, bien que solide, n'a pas le pouvoir dissuasif de celui de la défunte Union Soviétique.

² Voir notamment le témoignage du journaliste américain Nir Rosen, qui a passé plusieurs semaines avec les maquisards syriens (« Q&A: Nir Rosen on Syria's armed opposition », www.aljazeera.com, 13 February 2012).

³ Voir les déclarations du Secrétaire d'État Hillary Clinton le 26 février 2012.

La campagne militaire d'Assad a donc été menée jusqu'à présent sans appui aérien, un élément dont on connaît pourtant le caractère déterminant dans les guerres de contre-insurrection. Ce n'est pas le seul handicap du pouvoir en place, loin s'en faut. Gagner une telle guerre implique de disposer d'une armée motivée et dotée d'une très nette supériorité numérique. Idéalement, elle suppose aussi, pour employer l'expression consacrée, de « gagner les cœurs et les esprits » de la population des régions concernées. On est très loin du compte.

Commençons par la question du nombre. Sur le papier, les effectifs de l'armée syrienne comptent parmi les plus importants de la planète relativement à la population du pays, avec environ 300.000 hommes pour une vingtaine de millions d'habitants. Dans la réalité, seule une partie de ces forces sont à la fois fiables, bien entraînées et bien équipées. Jamais totalement confiante dans la loyauté de soldats en majorité sunnites, la famille Assad, comme les autres régimes arabes arc-boutés sur des appartenances primordiales, tribales et/ou confessionnelles (Irak, Libye, Yémen), a créé une armée duale partagée entre troupes régulières et unités d'élite comprenant, on l'a dit plus haut, une très forte proportion d'alaouites. Suite à la disparition de l'aide militaire soviétique à la fin des années 1980, la restructuration des dépenses en matière de défense a très nettement favorisé ces unités « fiables » au détriment des autres.

Ce sont surtout ces unités d'élites qui ont été utilisées durant les derniers mois pour réduire l'une après l'autre les villes insurgées. Et pour cause : alors que l'insurrection islamiste de 1979-1982 mettait aux prises une troupe d'origine essentiellement rurale et des militants citadins, le soulèvement actuel a pour foyer des zones traditionnelles de recrutement des soldats sunnites, comme le Hauran, les campagnes de Homs ou la région d'Idlib. Que de nombreuses désertions y soient survenues n'a donc rien de surprenant. Quant aux hommes qui n'osent pas quitter le rang, ils établissent parfois de discrètes relations de connivence avec la population des zones qu'ils sont chargés d'occuper après le départ des troupes de choc pour de nouvelles missions répressives ailleurs dans le pays.⁴

Il semble par ailleurs que le régime ne dispose même pas d'assez de soldats pour conserver le contrôle de localités préalablement reconquises par ses blindés. Alors que la ville de Hama est en théorie sous occupation militaire depuis août 2011, les observateurs de la Ligue Arabe qui la visitent en janvier de l'année suivante sont accueillis dans le quartier d'al-Hamidiyye par des hommes de l'ASL et ce en pleine journée. De durs combats, toujours en cours fin février 2012, devront être engagés pour rétablir l'autorité du régime sur ces quartiers. De même, la ville de Rastan, déjà mentionnée, sera conquise et perdue *trois fois* par le régime durant la première année du soulèvement. Enfin, plus inquiétant encore pour le pouvoir, les garnisons positionnées dans la banlieue orientale de Damas se révéleront insuffisante pour entraîner la prise de contrôle de quartiers entiers par l'ASL. Il faudra l'intervention des blindés de la Garde Républicaine, élite de l'élite, pour reprendre les zones concernées durant les premières semaines de 2012.

⁴ Entretien avec un activiste de Douma (banlieue de Damas), Copenhague, septembre 2011.

La supposée « cohésion » de l'institution militaire syrienne pourrait donc n'être qu'une illusion d'optique : si cette institution ne s'est pas désagrégée davantage durant les dix premiers mois du soulèvement, c'est peut-être surtout parce que ses composantes les moins fiables ont été sous-utilisées. Le problème, pour le régime, est que l'évolution de la situation exige de déployer une quantité croissante d'effectifs « réellement » combattants. En effet, à la différence de l'insurrection islamiste de 1979-1982, quasi exclusivement urbaine, la guérilla de l'ASL se caractérise par une double implantation urbaine et rurale et est donc active sur des zones géographiques beaucoup plus étendues dont la population lui est entièrement acquise. À l'heure où nous écrivons, par exemple, il semblerait que le régime ne contrôle plus qu'une minorité du territoire du gouvernorat d'Idlib.

En résumé, l'ASL se trouve donc dans une situation idéale du point de vue de la guerre révolutionnaire, si ce n'est qu'elle manque cruellement d'armes en raison de l'absence de soutien de la part des pays voisins : le Liban et l'Irak sont des alliés du régime al-Assad, la Jordanie est paralysée par les menaces de représailles syriennes et la Turquie, si elle abrite le siège de l'ASL, ne semble pas pressée de lui fournir du matériel, sachant que Damas lui rendrait inévitablement la pareille par le biais du PKK, dont la neutralisation est la véritable priorité d'Ankara.

Un an après le début de la révolution syrienne, donc, le mouvement de contestation pacifique persiste mais se déploie désormais de conserve avec une insurrection armée faible en termes matériels mais forte d'un large soutien populaire. En face, le régime continue de bénéficier d'une puissance de feu infiniment supérieure mais souffre vraisemblablement d'une insuffisance d'effectifs loyaux. En empêchant l'un des deux protagonistes du conflit de prendre définitivement le dessus, ces faiblesses respectives sont susceptibles de prolonger considérablement la crise. Il ne fait toutefois guère de doute que c'est l'issue de cette confrontation militaire qui déterminera le destin de la Syrie.